



# Panorama affaires publiques des actualités du monde de la santé

## Semaine du 3 juillet 2023

### EN RÉSUMÉ

#### LUNDI 3 JUILLET

- 50% des médecins hospitaliers ont fait grève malgré la revalorisation des salaires de 50% proposée par François BRAUN, ministre de la Santé.

#### MERCREDI 5 JUILLET

- François BRAUN, ministre de la santé a reçu les syndicats des médecins de l'hôpital

#### MERCREDI 5 JUILLET

- L'examen des lois de finances ou de financement de la Sécurité sociale s'étalera du 16 octobre au 19 novembre.
- Installation du comité de pilotage du mémorial national des victimes de l'esclavage coprésidé par M. Serge ROMANA, généticien à l'hôpital Necker, président de la fondation Esclavage et Réconciliation

#### JEUDI 6 JUILLET

- Véronique HAMAYON – Grand plan de formation en ce qui concerne les soins palliatifs pour pallier le manque d'offre et la demande qui augmente constamment.
- Les députés de la France insoumise (LFI) ont présenté hier une proposition de loi visant à ouvrir la PMA aux hommes transgenres

#### VENDREDI 23 JUIN

- Le Sénat appelle à une réponse européenne aux pénuries de médicaments
- Le Haut Conseil à l'Egalité a publié dans un rapport le déploiement de 300 centres régionaux de psychotrauma sur tout le territoire

### Nominations

**M. Guillaume HERMITTE**, premier conseiller de chambre régionale des comptes, directeur des ressources humaines des Hôpitaux universitaires de Marseille (APHM), a été nommé secrétaire général de l'établissement public d'aménagement Euroméditerranée.

**M. Marc LOUTREL**, jusqu'alors directeur Expertise, Innovation et International de l'Agence du numérique en santé, a été nommé chief operations officer d'IDAKTO.

**Mme Laurence PEYRAUT**, secrétaire générale France de Danone, va devenir directrice générale du Leem (Les entreprises du médicament)

**M. Ayden TAJAHMADY**, directeur adjoint de la stratégie des études et des statistiques de la Caisse nationale de l'Assurance Maladie, a été nommé directeur de la stratégie et de la transformation de l'AP-HP.

Le général de brigade **Sylvain NOYAU**, jusqu'alors commandant de l'Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique, se voit confier le nouveau commandement de la gendarmerie pour l'environnement et la santé

**M. Philippe de BRUYN**, ancien conseiller affaires sociales de M. Richard FERRAND, à la présidence de l'Assemblée nationale, ancien directeur général adjoint de l'Agence de la biomédecine, devient directeur de projet "modernisation des ministères sociaux" auprès du secrétaire général des ministères chargés des Affaires sociales

### INFOS ET CHIFFRES CLÉS

- Médecins hospitaliers / grève** : Plus de 50 % des médecins hospitaliers se sont déclarés grévistes lundi, selon l'intersyndicale Action Praticiens Hôpital (APH) à l'origine de ce mouvement social, qui demande désormais à être reçue par le président de la République Emmanuel MACRON pour obtenir des hausses de salaires. Les revendications se concentrent en particulier sur les gardes de nuit, que le ministre de la Santé François BRAUN a pourtant revalorisées de 50 % dès son arrivée en juillet 2022. Mais la mesure n'est prolongée que jusqu'à fin août et les négociations sont au point mort, dans l'attente d'un arbitrage de Bercy et Matignon.
- Soins palliatifs** : L'offre de soins palliatifs a augmenté essentiellement à l'hôpital, mais avec des "disparités territoriales toujours présentes" et en dehors "l'offre de soins à domicile demeure lacunaire voire inexistante dans les établissements médico-sociaux", estime la Cour des comptes dans un rapport commandé par la commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale, qui préconise "un grand plan de formation" des soignants en maisons de retraite et la généralisation d'équipes mobiles de soins palliatifs "sur tout le territoire". La Cour des comptes ajoute que malgré un budget de l'ordre de 1,5 milliard d'euros en 2021, l'objectif d'"une couverture de la totalité des besoins" fixé par la loi Claeys- Leonetti est actuellement hors d'atteinte. Les besoins de seulement la moitié des 60 % de malades en fin de vie nécessitant des soins palliatifs sont aujourd'hui couverts, alors que la population concernée va croître "significativement" en raison du vieillissement démographique. Le rapport ne prend pas position sur le "droit nouveau" envisagé par l'exécutif pour créer une "aide active à mourir".
- Pénurie de médicaments** : La commission a relevé une "nette aggravation" de la situation ces cinq dernières années, parlant même d'une "forme de scandale sanitaire mondial". L'année 2022 a vu 3700 déclarations de rupture ou risque de rupture pour certaines molécules, contre 700 à l'été 2018. La commission estime qu'il convient d'"interroger et refonder" la politique du médicament, que ce soit en termes de pilotage, régulation par les prix, organisation de la production, comme de soutien public à la recherche et l'innovation.
- HCE / centres régionaux de psychotrauma** : Le Haut Conseil à l'Egalité appelle, dans un rapport rendu public hier, à déployer sur tout le territoire 300 centres régionaux de psychotrauma, soit un pour 200 000 habitants, à les recentrer sur l'objectif d'origine de prise en charge globale des femmes victimes de de viol ou de tentative de viol ou de violences conjugales et à intégrer à ce réseau les centres associatifs et maisons des femmes non hospitalières. En 2017, le président de la République Emmanuel MACRON s'était engagé à créer cent unités spécialisées dans la prise en charge globale du psychotrauma dans les centres hospitaliers, avec des soins pris en charge par la Sécurité sociale ; seuls 15 centres existent, dont dix sont vraiment opérationnels.